

Comprendre l'essor du (des) populisme(s)



Au sein de nos sociétés démocratiques actuelles, nous remarquons des changements radicaux sur le plan politique. Dès 2016, l'élection de Donald Trump aux États-Unis d'Amérique avait suscité l'étonnement de tous, le populisme avait gagné face à un parti social-démocrate. À notre échelle nationale, lors de l'élection présidentielle de 2017, les deux principaux partis politiques, Les Républicains et le Parti Socialiste, ont été battu par un nouveau parti du centre, d'une voix plutôt libérale. Ils n'étaient pas arrivés au second tour, l'extrême-droite était face à Emmanuel Macron. Cependant, pour la première fois le populisme de gauche, incarné par Jean-Luc Mélenchon, obtient 19.58% des suffrages exprimés lors du 1^{er} tour, soit une augmentation de 8.5% par rapport au résultat de 2012. Ce qui le place devant le Parti Socialiste.

À l'échelle européenne, on observe également la montée du populisme, de droite en Hongrie depuis le 29 mai 2010 avec Viktor Orban, qui est premier ministre ou encore Matteo Salvini qui est ministre de l'Intérieur et vice-président du Conseil des ministres en Italie, membre de la ligue du Nord. Cependant il effectue une coalition avec le Mouvement 5 étoiles, qui est un parti populiste de gauche. Le Brexit avait également été suscité par des populistes tels que Nigel Farage ou Boris Johnson, en 2016. Depuis 2017, Sebastian Kurz est le chancelier fédéral d'Autriche, il est membre du Parti populaire autrichien et entreprend une coalition avec le Parti de la liberté d'Autriche qui sont populistes, nationaux-conservateurs. La Pologne est également sous la gouvernance du populisme de droite, le premier ministre est Mateusz Morawiecki depuis 2017. Même la Suède qui n'a que 6 % de chômage, ce qui est en dessous de la moyenne de l'Union Européenne (8.7% selon Eurostat), où l'Indice de développement humain est très élevé 0.913 (14^{ème} position) connaît une progression du mouvement populiste de droite. En effet, lors des élections législatives de septembre 2018, leur parti les Démocrates de Suède obtient 17.5 %, soit 62 sièges, une augmentation de 13 sièges. L'Allemagne connaît également la montée du populisme de droite avec l'AfD qui effectue une entrée fulgurante et historique au Bundestag en 2017, avec 94 sièges. Ceci

entraîne pour Angela Merkel une déstabilisation politique et une difficulté pour effectuer une coalition, non sans conséquence. Elle a indiqué dimanche 28 octobre qu'elle quittera la présidence de la CDU en décembre, puis la vie politique à la fin de son mandat en 2021. Ce même jour a été élu président de la République du Brésil Jair Bolsonaro avec un peu plus de 55% des suffrages exprimés, il est aussi membre d'un parti populiste de droite.

Tous ces bouleversements politiques montrent l'essor du Populisme en général qui séduit les électeurs de pays où la démocratie règne. Beaucoup d'intellectuels se prononcent sur ce sujet brûlant et méditent sur les causes de ce phénomène. Je vous propose donc d'analyser deux articles.

Le premier fut rédigé par Thomas Branthôme, maître de conférences en Histoire du droit à l'université Paris V, coauteur avec Jacques de Saint-Victor de Histoire de la République en France : Des origines à la Vème République. Il s'intéresse dans son article publié par Le Monde le 12 octobre 2018 à la souveraineté du peuple et propose une autre approche historique de la question du Populisme, sans en distinguer différents types.

Le second est extrait d'un discours de Jürgen Habermas, célèbre philosophe allemand, prononcé le 4 juillet 2018 à l'occasion de la remise du Grand prix franco-allemand des Médias, et publié par Le Monde le 27 juillet. Il est connu pour être pro-européen et distinguer les populismes de droite et de gauche. Il est l'auteur de La Constitution de l'Europe en 2012.

Pour Thomas Branthôme le Populisme est une étiquette que l'on met sur un discours contestataire. Ce mot effraie et remémore les souvenirs de régimes autoritaires du XXème siècle, ainsi on est contre son retour. Il cite Ernesto Laclau auteur de La Raison « populiste » en 2005, grâce auquel nous comprenons que ce terme permet de disqualifier ceux qui contestent l'ordre « tel qu'il est ». Mais cette qualification reste assez ambiguë. L'historien évoque aussi Maurice Duverger qui parle de « démocratie sans peuple », c'est-à-dire l'effacement du peuple dans le processus démocratique contemporain.

Pour Thomas Branthôme l'amorce de ce phénomène remonte au lendemain du coup d'Etat contre Robespierre, qui avait pour but de mettre fin au gouvernement révolutionnaire (durant la période de la terreur). On a cherché à établir une « République du centre » débarrassée des extrêmes et des demandes populaires. Le peuple devait alors « rentrer chez lui », puisque des hommes choisis et « honnêtes » le représentaient. Ici est née cette volonté de canaliser le « démos », un régime qui « du peuple, par le peuple, pour le peuple » lui substitue « pour le peuple » par ses représentants.

Ceci explique selon l'auteur, le fait que les citoyens désirent aujourd'hui à nouveau décider, afin de revenir à la promesse étymologique de la Démocratie : que le peuple ait le pouvoir. Concrètement le Brexit est pour lui l'exemple même de la contestation transpartisane envers l'Union européenne. Le nœud gordien ne peut être tranché à un simple recours à l'étiquette populisme. Il ajoute que la vie politique hexagonale est infidèle à sa genèse, où

durant la Révolution française le peuple proposait ses directives et détenait le pouvoir, ce qui joua un rôle moteur et capital dans la construction de la République.

Puis le maître de conférences évoque un autre moment historique avec Mirabeau, qui s'est réclamé du peuple le 23 juin 1789 avec sa fameuse réplique « Nous sommes ici par la volonté du Peuple », puis il a signé en août avec les députés de l'Assemblée Constituante la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Ainsi la souveraineté nationale appartient donc au peuple. Il en est de même dans la Vème République. Il évoque aujourd'hui une crise de défiance et s'interroge sur la place centrale du peuple dans la construction de la France contemporaine. En suivant les théories d'Hippolyte Taine et de Gustave Le Bon, on comprend que le peuple est en incapacité de diriger, car il est soumis à des passions éruptives, mais l'auteur termine cette analyse en indiquant que ces idéaux semblent toucher à leur fin. Il achève son article en suscitant cette interrogation : la souveraineté nationale a-t-elle encore sa place avec l'économie globalisée ?

La globalisation est la source des protestations chauvinistes, car les citoyens ne détiennent plus leur souveraineté, le peuple se sent exclu de la société, et de la politique, le populisme est pour lui une solution de vote afin de ne pas perdre sa nation. Thomas Branthôme conclut sur ce qu'il qualifie d'un défi pour les politiques de demain : redonner un sens à la souveraineté nationale. Il les considère comme mis en demeure par le populisme.

Jürgen Habermas s'exprime, contrairement au premier article qui donnait des raisons historiques au populisme, sur un plan contemporain et moral en s'adressant aux Allemands. Il qualifie Angela Merkel d'une « cheffe » autoritaire et fragilisée. À l'inverse, il gratifie Emmanuel Macron et ses initiatives européennes. Mais il admet un manque de volonté générale au sein de l'Union.

Il rappelle l'importance de la zone euro, qui est primordiale pour l'Union Européenne. En effet, cette monnaie commune permet selon lui de garantir une égalité entre tous les individus (en protégeant ceux qui épargnent des crises financières) et entre les États (en limitant les écarts économiques). L'objectif de cette monnaie commune est finalement de mener à la convergence les situations économiques des États. Or de par cette absence de motivation et de volonté d'unir des différents partis politiques plutôt centristes, les extrémistes de droite s'appuient sur des préjugés, par rapport aux migrants notamment, pour se faire élire par des classes moyennes affaiblies qui écoutent et croient les discours populistes de droite, en espérant qu'il puissent résoudre les inégalités endémiques et lutter contre. Ces classes sociales ne se sentent d'ailleurs plus écoutées et comprises par les élites politiques qui ne pensent qu'à préserver leurs postes avant tout. Le philosophe allemand met alors en garde ses auditeurs en avouant que cette Union Européenne pourrait se désagréger si rien ne change.

Pour lui, le système est fait de règles trop rigides. La démarche courageuse serait de rallier des majorités au prix d'une polarisation, ce qui caractériserait un acte solidaire des partis sociaux-démocrates et créerait des véritables politiques européennes, qui auraient des objectifs communs. La redistribution transnationale en est un exemple parmi d'autres, cela

éviterait la montée des populistes de gauche. Il évoque également la crise italienne qui selon lui est un moyen de comprendre cette rigidité. Il considère qu'il aurait été préférable de donner plus de marge de manœuvre au gouvernement italien pour le sortir de sa crise.

Ensuite le théoricien allemand précise qu'il ne faut pas négliger la question du développement de la zone euro. Sur ce point, il soumet l'idée que l'Allemagne pratique la politique de « L'autruche », qui ne veut pas voir les réalités et croit persuader ses partenaires sur la question migratoire. À l'inverse, il défend une nouvelle fois la France de mener une campagne pour que l'Union Européenne soit un acteur essentiel sur la scène internationale. Il en conclut que le Président français se place au niveau européen et est ambitieux pour l'Europe. Il trouve que la chancelière allemande en revanche reste à l'échelle nationale et essaie de survivre dans sa propre politique. Pour lui Macron se distingue des autres et détient une posture réactive soucieuse de résoudre les conflits. Il incarne donc le premier barrage face au populisme de droite sur la question migratoire.

Enfin, l'intellectuel allemand indique que la société actuelle est fragmentée sur le plan politique. Pour lui, lorsqu'on vote à une élection européenne, il faut se considérer comme un citoyen de l'Europe avant sa propre nationalité, dans le but de garantir une Union forte.

Il conclut son discours en précisant que la globalisation de nos sociétés est engendrée par les élites désireuses d'entretenir de fructueuses relations internationales. Là où l'historien français parlait de souveraineté nationale, Habermas parle de la conscience nationale apparue au XIXème siècle. Aujourd'hui les populations sont ébranlées par un capitalisme à son paroxysme (caractérisé par les marchés financiers). Le populisme incarne une volonté, contraire au libéralisme, de fermer les frontières, et l'isolationnisme. Ce n'est pas une solution pour l'auteur de ce discours.

En conclusion de mon analyse, j'aimerais revenir sur des points qui me semblent être importants pour bien comprendre la nuance du ou des populisme(s) mais surtout sur son essor.

Lorsque Thomas Branthôme débute son article en expliquant que le populisme est un mot qui effraie, puisqu'il rappelle des souvenirs de régimes autoritaires du XXème siècle, il ne fait pas de distinction entre le populisme de gauche et de droite, car il englobe le régime nazi qui était national-socialiste, d'extrême droite, également le régime fasciste en Italie et (à l'inverse) un régime communiste d'extrême gauche en Russie. Toutefois, le régime nazi mené par Hitler reste le symbole encore aujourd'hui de la plus grande dérive populiste, Bertolt Brecht, célèbre auteur dramatique allemand disait « Le ventre est encore fécond d'où est sortie la bête immonde ». Par cette métaphore, il illustre la pensée de Branthôme : comme le populisme existe toujours, un Homme peut se distinguer pour former un régime autoritaire, pour cette raison un grand nombre de citoyens font parfois alliance contre ces partis politiques. Lors de deux élections présidentielles françaises, ce rassemblement contre le parti d'extrême droite, le Front National, a eu lieu à l'occasion du second tour, en 2002 et en 2017, même si on remarque un pourcentage plus important des suffrages exprimés pour la candidate

FN en 2017, plus 16.1% que son père en 2002, les idéaux d'une part et les mentalités d'autre part changent avec le temps.

La définition faite par Laclau d'un populiste comme étant « celui qui conteste l'ordre tel qu'il est » a été « reprise » approximativement par François Mitterrand en 1971 au congrès du Parti Socialiste à Epinay : « Celui qui n'accepte pas la rupture avec l'ordre établi [...] Celui-là, il ne peut pas être adhérent au Parti Socialiste ». L'époque était certes différente, les socialistes effectuaient l'Union de la gauche, il fallait donc aussi convaincre des communistes, afin de pouvoir remporter les échéances électorales, ce ne sera fait qu'en 1981.

Ensuite, Branthôme nous fait part de son interrogation sur la place de la souveraineté nationale dans notre société où l'économie est globalisée. L'internationalisme poussé à son extrême par certains libéraux incite le peuple à voter pour des extrémistes de droite afin de rétablir des frontières pour ne plus se sentir exclu de la société mais surtout de la démocratie. En effet, les propos tenus par les populistes en général pour qualifier l'Union Européenne sont qu'elle est dirigée par des technocrates et des bureaucrates à Bruxelles, qui ne respectent pas l'expression de la démocratie. Ceci est discutable, ils ont le mérite de travailler sans intérêt, contrairement aux politiques qui, comme l'a dit Habermas dans son discours, pensent à leur réélection et donc n'agissent pas forcément, de peur qu'il y ait des mécontentements. Le philosophe communiste Antonio Gramsci écrivit à son frère en prison « Il faut allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté. ». Nous en interprétons que les volontés sont optimistes, mais la réflexion et les idées sont parfois pessimistes, il est donc compliqué de joindre les deux, le pessimisme empiète souvent sur la volonté.

Jürgen Habermas parle aussi de l'inefficacité d'Angela Merkel face à l'effervescence d'Emmanuel Macron sur l'action européenne. Il faut à mon humble avis revenir aux institutions de ces deux pays qui sont différentes. En France le pouvoir est très concentré par le président de la République, il est quasi monocéphale, bien que l'exécutif ait deux têtes avec le premier ministre. Le président s'il détient une majorité à l'Assemblée nationale peut exécuter ses lois sans grande difficulté. En Allemagne, le pouvoir est réparti de manière fédérale, décentralisé de la capitale et donc moins concentré par la chancelière allemande, pour gouverner il lui faut une coalition avec des partis politiques qui ne partagent pas forcément les mêmes points de vue qu'elle. Des compromis sont alors proposés, agir devient donc plus difficile et surtout moins rapide. De plus, en conséquence de la crise des migrants, Angela Merkel n'a pas forcément été soutenue, la coalition fut dure à constituer.

Le Populisme grandit donc de manière importante, il prétend représenter les réels convictions et besoins d'un peuple constitué d'individus qui se sentent aujourd'hui exclus et victimes de la société libérale et capitaliste, mais aussi de citoyens qui ne partagent pas l'idée d'ouverture sur le monde, qui rejettent le principe de la mondialisation.

Finalement, il existe bien un populisme de gauche et de droite, deux extrêmes que l'on pourrait croire radicalement différents, mais qui finalement se rapprochent sur le principe général : remettre en question la société dans laquelle nous vivons.

Pierre-Louis BOUILLOT (1S4), 1^{er} novembre 2018